

MOTION POUR LE CA DU 3 MARS 2009.

Les représentants des collectivités territoriales, des enseignants, des parents d'élèves F.C.P.E., des personnels ATE élus au CA du Lycée STANISLAS expriment leur inquiétude et leur désapprobation devant la dégradation continue des conditions d'étude et de travail qui résulte de la politique éducative du gouvernement et du rectorat.

Ils ne se prononcent pas contre la répartition de la D.H.G. mais contre son insuffisance et ses conséquences probables au niveau de l'établissement, à savoir une augmentation sensible des effectifs dans certains groupes ou classes (notamment terminales et premières S), des suppressions de dédoublements et un choix des heures supplémentaires (10,8%) au détriment des postes. Ils apportent leur soutien à Monsieur le Proviseur dans sa demande de moyens complémentaires (lettre du 4 mars adressée au Rectorat).

Cette DHG s'inscrit dans des choix gouvernementaux qu'ils contestent :

- forte réduction des moyens et des postes (289 postes supprimés en Lorraine et 5500 au plan national) supérieure à la baisse démographique,
- augmentation des heures supplémentaires et des emplois précaires. Alors que l'on recourt de plus en plus aux professeurs de l'établissement pour des remplacements n'excédant pas 15 jours, 300 postes de titulaires remplaçants sont supprimés au niveau national.

Ces mesures ne sont nullement guidées par un souci pédagogique, mais répondent à un seul souci comptable.

Ils demandent :

- Des effectifs de classe raisonnables permettant d'assurer un travail et un suivi des élèves efficace.
- Le maintien des dédoublements, notamment en langues vivantes et en enseignement général dans les sections professionnelles.
- Apport d'heures spécifiques en Langues (anglais, espagnol et DNL pour la section européenne) en SEP.
- La transformation des heures supplémentaires en postes lorsque leur nombre est suffisant.
- Le maintien d'un personnel formé pour aider à l'orientation des élèves